

Collectif des Partis politiques pour solidarité

Déclaration liminaire :

Mesdames et Messieurs les journalistes ;

Mesdames et Messieurs les présidents et secrétaires généraux de partis politiques ;

Mesdames et Messieurs les militants de différents partis politiques ;

Chers invités ;

Nous tenons avant tout propos, vous remercier d'avoir sacrifié votre précieux temps pour honorer notre invitation, et comme nous l'avons mentionné la présente conférence de presse porte sur la dissolution de la coordination du Cadre National du Dialogue Politique (CNDP).

En effet, il vous souviendra que le **02 avril 2013** les partis politiques de l'Opposition, de la Majorité et la Société Civile avaient mis en place le CNDP dans le but d'entretenir une concertation sur les sujets fondamentaux de la nation afin que l'intérêt suprême du peuple Tchadien puisse primer. En outre le protocole d'accord a prévu en son **article 5** l'agenda politique immédiat qui concerne entre autres :

- ✓ L'organisation du recensement biométrique intégral en 2013 ;
- ✓ L'organisation des élections locales en 2014 ;
- ✓ L'organisation des autres élections législatives en 2015 et présidentielles en 2016 et donc la mise en place d'une commission électorale nationale indépendante(CENI) tripartite et paritaire entre l'opposition et la majorité.

Cependant au lieu de s'atteler à la réalisation des objectifs fixés et de faire respecter à la lettre et à l'esprit l'accord du **02 avril**, la Coordination du Cadre National du Dialogue Politique s'est révélé être une véritable chambre d'enregistrement pour faire accepter les desideratas et les ambitions égoïstes d'un seul parti au détriment de l'intérêt suprême de la nation tchadienne. Ainsi elle n'a réalisé aucun de ses objectifs, au contraire la coordination du CNDP a efficacement contribué à vider de son substance l'agenda politique qui lui a été

fixé au début. En ce qui concerne son fonctionnement, la coordination du Cadre National du Dialogue Politique fonctionne dans l'illégalité la plus totale en violation flagrante de son règlement intérieur et dans un mépris caractérisé envers les partis politiques qu'il est censé représenter, pour preuve aucune plénière n'a été convoquée jusqu'à la, et la décision illégale et arbitraire qu'avait prise son actuel président unilatéralement sur l'abandon du kit d'enregistrement est plus qu'illustratif du climat délétère qui règne au sein même de la Coordination. En définitif la coordination du **CNDP** demeure aujourd'hui le principal obstacle au dialogue politique et continue d'entretenir le flou sur tous les sujets de préoccupation majeure pour la nation, ainsi ceux qui le président ne sont mus que par leur menu fretin quitte à créer une crise politique dans le pays.

De tout ce qui précède, les partis politiques membres du collectif exigent ce qui suit :

- ✓ La dissolution pure et simple de la Coordination du Cadre National du Dialogue Politique(**CNDP**) ;
- ✓ La mise en place d'un bureau provisoire chargé de redynamiser le **CNDP** en mettant un accent particulier sur de nouveaux textes clairs lui donnant un statut juridique complet ;
- ✓ L'Organisation d'un forum impliquant tous les Partis Politiques et les organisations de la Société Civile pour une concertation sur les sujets brûlants de l'ère ;
- ✓ Le rejet catégorique de la décision arbitraire et illégale du président du **CNDP** adressée à la **CENI** sur la question de kits d'enregistrement ;

Par ailleurs les Partis Politiques membres du collectif interpellent le Président de la République en tant que garant de l'accord du **02 Avril 2013** de prendre acte de cette initiative salvatrice pour tous et d'œuvrer dans le bon sens afin de créer un climat politique propice à un dialogue politique sincère et franc afin que l'intérêt suprême de la nation soit préservé.

Fait à N'Djamena le 25 janvier 2016

Le Collectif des Partis Politiques pour la Solidarité